

★ À LA UNE ★

Vif succès du colloque « Des lieux pour l'éducation populaire »



250 personnes étaient présentes au colloque « Des lieux pour l'éducation populaire » et ont pu admirer des maquettes d'équipements socioculturels, réalisées par des étudiants de l'ENSAPM.

Le colloque « Des lieux pour l'éducation populaire » organisé par le Pajep et l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais (ENSAPM) visait à explorer les rapports entre éducation populaire et architecture, une histoire longue mais mal connue. Si l'on en juge par l'assistance, l'objectif a été tenu puisque un public constitué d'universitaires, d'historiens, d'acteurs de l'éducation populaire mais également de spécialistes du patrimoine ou d'archivistes, soit environ 250 personnes au total, ont participé à la manifestation du 3 au 5 décembre dernier. Trois jours et trois lieux pour envisager les différentes dimensions d'un sujet qui est apparu foisonnant.

À l'école d'architecture Paris-Malaquais, les conférences ont porté sur les antécédents des équipements socioculturels comme les Maisons du peuple des années 1920-1930 ou les équipements de nature construits en Alsace à la même époque. Loin d'être une curiosité anecdotique, la construction précaire, tente ou abri, est apparue comme une dimension récurrente de l'histoire des équipements, connaissant une actualisation avec les refuges péri-urbains de la périphérie bordelaise des années 2010. Les rapports avec le mouvement moderne constituaient

un moment important à travers des figures célèbres (le Corbusier à Firminy, Miquel à Orléansville) ou peu connues (Robert Benoît et la Maison de jeunes et de la culture de Marly-le-Roi, 78). La journée a été close par une conférence-débat sur l'architecture participative avec les architectes Lucien Kroll et Patrick Bouchain.

Aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine (93), les débats se sont davantage attachés à l'appropriation des équipements par les projets d'éducation populaire à travers l'exemple des centres sociaux et des programmes de Mille clubs des années 1960 et 1970. L'après-midi a été consacré à la présentation d'une multitude d'expériences (salle des fêtes, terrains d'aventure, colonies de vacances...) qui témoignent du caractère foisonnant de la thématique. Un moment important du colloque a été la présentation des maquettes réalisées par les étudiants de seconde année de l'école Paris-Malaquais. Le colloque a ainsi donné lieu également à une valorisation pédagogique, aspect auquel tenaient les organisateurs.

À l'université de Créteil (94), dans cette ville importante dans l'histoire des équipements, les débats ont concerné leur planification et la question contemporaine de leur rénovation avec le cas des foyers de jeunes travailleurs. Les participants avaient ensuite le choix entre une visite d'équipements socioculturels de Créteil et une présentation de films conservés par Ciné-archives portant sur les réalisations architecturales des municipalités de la banlieue rouge des années 1930 aux années 1970. Comme le montre la conclusion à deux voix d'Anne-Marie Châtelet et Jean-Marie Michel (voir p.2-3), le colloque a donné lieu à des nombreux débats et pourra être une source pour des chantiers d'histoire et pourquoi pas des chantiers véritables, car il existe des enjeux contemporains dans le domaine des équipements. La réussite du colloque a été permise par la mobilisation de Gaëtan Sourice, archiviste du Pajep, et de ses collègues des Archives nationales Clothilde Roullier et Emmanuelle Giry, des archives départementales du Val-de-Marne et de leur directrice Marie-André Corcuff, de l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais et de sa directrice adjointe Sylvie Escande. Les militants de l'Adajep y ont œuvré depuis l'origine en 2012 au sein du comité d'organisation jusqu'à l'organisation matérielle des trois jours du colloque.

Laurent Besse, historien à l'initiative du colloque

Sommaire du n°13 - Déc. 2014 / Janv. 2015 :

- p.2-3 : Retour sur le colloque Pajep-ENSAPM
- p.4-5 : Du côté des archives
- p.6-7 : Vie de l'Adajep et de ses membres
- p.8 : Agenda / Viennent de paraître

Retour sur le colloque

« Des lieux pour l'éducation populaire »

Une chercheuse et un militant associatif étaient invités à conclure le colloque organisé les 3, 4 et 5 décembre 2014 en Ile-de-France, par le Pajep et l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

• **Conclusion d'Anne-Marie Châtelet**,
professeure d'histoire et culture architecturale à l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.

Plus qu'une conclusion-synthèse de ces trois jours de colloque, je propose d'apporter quelques éclairages à l'aune d'une expérience de recherche consacrée aux écoles de plein-air. Chronologiquement, ces écoles sont un peu antérieures aux bâtiments dont il a été question au cours de ces trois jours de colloque, mais partagent avec eux de multiples aspects.

Une myriade de programmes

Mon premier sujet d'étonnement a été de découvrir l'extraordinaire diversité des lieux dédiés à l'éducation populaire. Tout cela dessine un paysage complexe pour celui qui le découvre. Cette diversité est accrue par le fait que ces équipements relèvent d'entités très diverses, tant dans leur conception que dans leur exploitation ou leur gestion.

De plus, ces établissements ont des statuts sans cesse réinterrogés et, semble-t-il, à un rythme toujours plus accéléré, ce qui n'est pas sans poser de problème pour l'action qui y est menée, et ce, d'autant que leur cadre économique est lui aussi extrêmement changeant.

Une grande variété architecturale

La diversité du cadre programmatique pourrait inciter à penser qu'elle est à l'origine de l'hétérogénéité de la production architecturale. Cependant, ce lien mérite d'être questionné.

Notons déjà qu'un même programme connaît de nombreuses évolutions : on le voit bien dans le cas de la colonie de vacances. Celle-ci peut commencer au sein d'un bâtiment construit, réclamer par la suite des tentes complémentaires avant de prendre son envol dans un édifice construit spécifiquement à son attention ou, à l'inverse, de disparaître. Une brève typologie des situations architecturales permet de dégager trois grandes catégories :

Revoir les temps forts du colloque

- Les vidéos des interventions d'ouverture et de clôture,
- Un reportage graphique,
- Des documents d'archives,
- et les résumés des 36 interventions

sont disponibles sur :

<http://archives.valdemarne.fr> rubrique Pajep/Événements du mois/Pajep et Adajep.

- L'aménagement des locaux existants : le cas le plus connu est celui des « châteaux du social » ces châteaux construits par des particuliers, puis achetés par l'Etat ou la Ville qui ont été reconvertis en colonies de vacances, centres de convalescence...

- La construction d'édifices spécifiques. Là, il est intéressant d'explorer le ou les types dont s'inspirent ces nouvelles architectures, entre l'école et la maison, entre l'école et l'habitation.

- L'installation de structures provisoires, baraques ou tentes, qui trouvent leurs origines dans les équipements militaires. Elles ont pour elles l'économie et la souplesse, mais également la salubrité : elles offrent un facile renouvellement de l'air. Elles permettent l'appropriation pédagogique et ont précédé souvent la réalisation d'architectures pérennes, constituant ainsi un terrain d'expériences.

Questions à poursuivre

Quelques traits récurrents se dégagent des lieux présentés au fil de ces journées. Comme je le mentionnais, on relève une permanence des questions posées depuis la création des écoles de plein air : même après l'éradication de la tuberculose, la dimension hygiénique reste très prégnante. De façon plus inattendue, plusieurs bâtiments frappent par leur monumentalité : celle-ci, forte dans les années 30, est battue en brèche à partir des années 1950 durant lesquelles s'impose une neutralité parfois suscitée par l'économie. Deux autres caractères sont marquants, que l'on retrouve dans l'ensemble de l'architecture de cette époque. C'est, d'une part, la polyvalence qui apparaît à partir des années 50 : à des programmes protéiformes on répond par une recherche d'une flexibilité également motivée par un souci d'épargne. C'est, d'autre part, l'apparition de la préfabrication ou de l'industrialisation, trait que l'on retrouve particulièrement dans le domaine voisin de l'architecture scolaire.

L'une des questions soulevées au cours du colloque est celle du lien entre le Mouvement moderne et l'architecture des bâtiments d'éducation populaire. Comme je l'avais montré à propos des écoles de plein air, il n'y a pas de lien systématique entre la modernité de l'expression architecturale et celle du programme auquel elle répond. Certains programmes novateurs voient le jour dans des bâtiments précaires. A l'inverse, certaines architectures au visage moderne ont une distribution convenue. Bien que le dessin de l'édifice dépende du programme, la nouveauté de ce dernier n'induit pas celle de l'architecture. Par ailleurs, les acteurs qui sont intervenus dans la conception des lieux d'éducation populaire n'appartiennent pas à la génération des fondateurs du Mouvement moderne, mais à la suivante, celle du Team X¹, comme Gian Carlo di Carlo, dont il a été question au cours du colloque. Peu des concepteurs mentionnés figurent dans les histoires de l'architecture ; le plus connu est sans doute Jean Prouvé. On voit apparaître, avec Roland Schweitzer, des professionnels actifs à partir des années 60, encore mal connus et sur lesquels des travaux commencent à émerger. Remarquons également la circulation internationale des idées, patente dans le rôle joué par les Ceméa en Italie, qui n'empêche pas la permanence de

1 Ou Team Ten, du nom d'un groupe d'architectes qui s'est regroupé pour préparer le Xème congrès international d'architecture moderne qui se tient en 1956. Ils se situent en rupture partielle avec la première génération, celle de Le Corbusier.

singularités nationales : ainsi les spécificités des constructions en Angleterre qui ont été évoquées rejoignent-elles celles des édifices scolaires de ce pays qui ont été le fruit des programmes d'industrialisation. Aujourd'hui, ces bâtiments balancent entre déshérence et patrimonialisation, ce qui ouvre d'autres champs d'investigation.

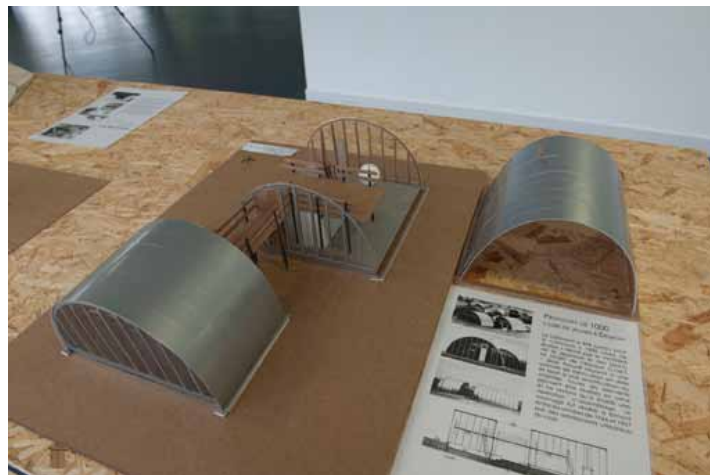
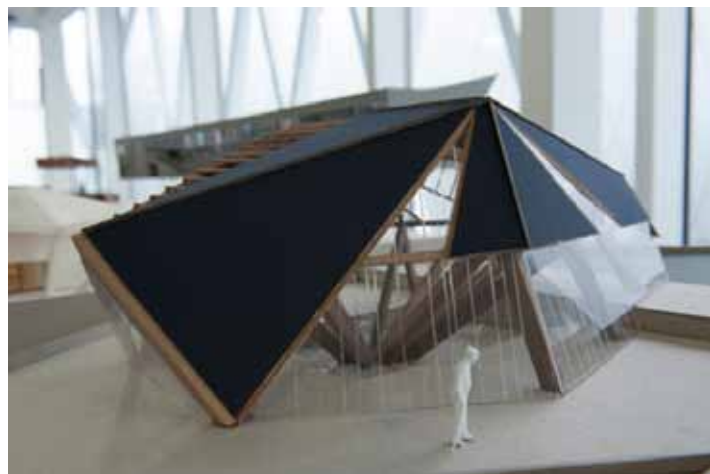
• **Conclusion de Jean-Marie Michel**, secrétaire général des Ceméa¹ et responsable au sein de ce mouvement pédagogique durant quarante ans.

Trois jours d'interventions qui nous ont renvoyé, à travers le prisme d'équipements et de dispositifs socio-culturels multiples, les images d'une grande diversité, d'une grande richesse de projets architecturaux et de projets éducatifs, et qui ont rendu compte d'une sédimentation historique de périodes et d'actions successives depuis les années 1930. Histoires mêlées, celles de notre pays à travers les politiques publiques et les planifications, celles de l'architecture et des programmes d'urbanisme, celles des associations d'éducation populaire et des constructions d'espaces spécifiques pour le développement de leurs activités... Regards croisés, ceux des universitaires, des chercheurs retraçant l'histoire des rapports entre l'éducation populaire et l'architecture, ceux des militants, des responsables associatifs, témoignant de leur histoire singulière et de leur vécu, ceux d'étudiants ayant réalisé de magnifiques maquettes instructives et curieux de découvrir des aventures architecturales et humaines originales et d'en comprendre le sens ...

Des questions importantes ont largement traversé et alimenté les débats : la polyvalence qui est apparue au cœur de nombreux projets comme les notions de flexibilité et d'adaptabilité des équipements ; l'adaptation aux évolutions des politiques culturelles publiques au cœur de la tension entre la culture et l'éducation populaire ; les fonctions des équipements, instruments de développement, de régulation ou de domination ; les rapports au patrimoine, aux territoires et à la mobilité ; les concepts d'espaces pérennes et d'espaces éphémères ; l'interaction entre le pédagogique et les conditions matérielles offertes par le bâti pour construire de l'action citoyenne ...

D'autres questions ont également émergé. Autour de l'influence du cadre de vie sur la création du goût, du sens de l'esthétique, qui nécessiterait de développer les pratiques pour apprendre à lire l'espace construit et pourrait ouvrir sur une véritable éducation à l'espace... Autour des corrélations qui existent entre la forme des bâtiments et les pratiques pédagogiques qui y sont développées : quels rapports peut-il y avoir entre l'activité de l'architecte et le développement des activités sociales et culturelles quand les enjeux de société se cristallisent autour de la mixité sociale, de la lutte contre les inégalités, de la solidarité avec les populations marginalisées... ?

Certains des apports de ce colloque ont aussi engagé la réflexion sur l'intérêt de projets de rénovation ou de création d'équipements plus éphémères dont la conception pourrait stimuler des changements éducatifs et sociaux en devenant et constituer une force positive traduisant dans les faits la participation active et les intentions nouvelles des acteurs sociaux comme la créativité des architectes.



▲ Pour le colloque « Des lieux pour l'éducation populaire », Catherine Clarisse, architecte et professeure à l'ENSAPM, a fait travailler ses étudiants à la réalisation de maquettes d'équipement socioculturels. Ces maquettes ont été exposées aux Archives nationales à Pierrefitte et ont pu être admirées par les participants au colloque.
De haut en bas :

- Maison pour tous et centre documentaire des Sept mares, Elancourt, 1975. Philippe Deslandes architecte. Maquette 1/100 réalisée par Blandine Fauquet et Agathe Mazure Madelain, étudiantes ENSAPM.

- MJC de Marly-le-Roi, Centre culturel Jean Vilar 1966-72. Robert Benoit architecte. Maquette 1/100 par Léa Ganteil et Hélène Lacombe, étudiantes ENSAPM.

- Prototype de Mille clubs de jeunes, construit à Ermont, 1966-67, équipe CIMT et Jean Prouvé. Maquette 1/50 et 1/20 par Maria Beatriz Alves de Souza et Larissa Gonzalez Delanez, étudiantes ENSAPM.

¹ Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active.

DU CÔTÉ DES ARCHIVES ...

Inventaire enfin finalisé des archives des Ceméa

Après quinze ans de travail mené par plus de dix archivistes, l'inventaire des archives des Ceméa¹ sera enfin en ligne le 15 février 2015 ! Cela représente 120 mètres linéaires, soit 1000 boîtes d'archives, disponibles aux Archives départementales du Val-de-Marne.



▲ *Extrait d'une plaquette de présentation de la Nouvelle école de Boulogne en 1949. L'école de la rue de Montmorency à Boulogne-sur-Seine (91), dite La Nouvelle École de Boulogne, est une école expérimentale créée en France, en 1947, par le ministère de l'Éducation nationale et confiée aux Ceméa. Elle a été dirigée par des militants de cette association, comme Blanche Harvaux et Marie-Aimée Niox-Château. En octobre 1956, un changement du statut administratif des personnels met fin à l'expérience.*

On vous l'avait promis pour la fin de l'année 2013, mais finir l'inventaire nous a pris plus de temps que prévu en raison de la richesse et la complexité de ce très beau fonds d'archives. Et puis, cela fait presque 15 ans que nous travaillons sur ces dossiers, nous n'étions plus à quelques mois près ! Mieux valait prendre le temps de publier un inventaire le plus finalisé possible.

Depuis toutes ces années, plus d'une dizaine d'archivistes a participé à un moment donné à la collecte, à la décontamination, à la description des dossiers, au classement, au tri, au reconditionnement dans des chemises et des boîtes d'archives adaptées, au rangement dans des magasins sécurisés, à l'indexation, à la rédaction de notices, aux dernières relectures avant la mise en ligne sur internet... Bref, à toutes les nombreuses opérations qui permettent de passer d'un fonds d'archives brut en danger à un

fonds classé et paré pour l'éternité ! Le classement des archives des Ceméa fut donc une œuvre collective, à l'image de l'état d'esprit de cette association.

À l'origine, il y avait plus de 3000 boîtes d'archives et près de 300 mètres linéaires. Aujourd'hui, après les éliminations des doubles, des pièces comptables non récapitulatives, etc., le fonds ne regroupe plus que 1000 boîtes, soit un peu moins de 120 mètres linéaires. Grâce ce régime amaigrissant de choc, les archives des Ceméa ont retrouvé leur jeunesse d'antan !

Pendant toutes ces années de classement du fonds, les archives étaient quand même accessibles aux chercheurs et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de cette association. Par exemple, Geneviève Vannini, qui a soutenu en 2013 une thèse sur l'histoire des actions des Ceméa en Europe et en Afrique, depuis leur création jusqu'à la fin des années 1990, a passé de nombreuses journées en salle de lecture aux Archives départementales du Val-de-Marne à consulter les archives. De la même manière, pour Jean Filbet, militant des Ceméa, qui a fait des recherches sur les Ceméa en Algérie.

Néanmoins avec cet inventaire, les recherches seront beaucoup plus aisées, et les travaux à partir des archives de ce mouvement vont vraiment pouvoir commencer. Et les sujets ne manquent pas, tant cette association a œuvré dans des secteurs très différents. Bien sûr, on pense en premier aux colonies de vacances et à la formation des animateurs. Mais les Ceméa sont aussi intervenus dans bien d'autres domaines : éducation nouvelle, centres de loisirs, jeux et travaux manuels, réforme de l'enseignement dans les écoles, éducation spécialisée, coopération internationale, champ psychiatrique, éducation physique et sportives, chant, musique et danse, cinéma et pratiques audiovisuelles, théâtre, animation scientifique et technique, observation de la nature, environnement, festival d'Avignon, etc.

Signalons, quand même, que nous n'en avons pas terminé avec cette association, et c'est d'ailleurs tant mieux ! Les archives audiovisuelles ont commencé à être classées, cet été, par une stagiaire indemnisée par les Ceméa, Marion Mathey, qui effectue un master 2 « Histoire, conservation et documentation de l'image et du son » à l'université Paris-Est Créteil (Upec). Ce travail est actuellement poursuivi par les archivistes et la régie des Archives départementales du Val-de-Marne.

Et puis, si ce fonds d'archives est d'un intérêt exceptionnel, il renferme peu d'informations sur certains aspects des actions du mouvement, comme par exemple sur le champ psychiatrique avant les années 1960 et sur ses activités en Algérie avant l'indépendance. C'est pourquoi, nous attendons avec empressement l'arrivée de nouveaux fonds de militants des Ceméa. Signalons, à cette occasion, que nous venons de récupérer les archives de Jean Filbet et des Ceméa en Algérie. Mais je reste persuadé que de vieux documents dorment encore dans les caves et les greniers de militants ou de leurs enfants...

Bref, l'aventure archivistique avec les Ceméa continue !

Gaëtan Sourice, Fonjep mission Pajep

¹ Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active.

Chronique d'un archiviste en herbe

Valère Milot a commencé, en fin d'année 2014, le classement des archives de la Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture d'Ile-de-France¹ à l'occasion de son second dépôt.

Les études d'histoire n'offrent pas de nombreux débouchés professionnels. La recherche en histoire moderne signe mon initiation au monde des archives et mon envie d'en faire mon projet professionnel. On ne choisit pas de devenir archiviste par simple refus de suivre la voie de l'enseignement. Archiviste est un métier dont on sous-estime souvent la complexité juridique et la rigueur scientifique. On retrouve dans ce métier les mêmes avatars qui stimulent la recherche historique : la curiosité, la volonté de découverte et d'évoluer dans un cadre scientifique qu'il faut sans cesse questionner. Un stage aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre d'un master professionnel à l'Université Paris-Est Créteil, m'a permis de rencontrer l'archiviste itinérant du Pajep, Gaëtan Sourice. Lorsque j'ai accepté de le suivre pour classer le fonds de la Fédération régionale des MJC d'Ile-de-France (FRMJC IDF), je n'avais jamais été confronté aux problématiques liées à l'éducation populaire. J'avais surtout peur de me perdre dans ces 100 mètres linéaires d'archives d'association, de mégarer entre les comptes rendus de conseil d'administration ou encore les lettres de convocation pour le bureau de l'association. Il était impératif de surmonter ce présumé de jeunesse. L'enthousiasme de Gaëtan Sourice pour les archives de l'éducation populaire m'a permis de prendre du plaisir dans le traitement de ce fonds. Les enjeux de la régionalisation à la fin des années 1960 pour l'organisation des MJC en France, ou encore les conséquences du conflit entre la Fédération française des MJC et les FRMJC à la fin des années 1980 et durant toute la première moitié des années 1990, sont des problématiques qui se sont révélées être très stimulantes pour un archiviste issu d'une formation en histoire moderne.

La première tâche de cette mission au service du Pajep a été de reprendre le récolement du fonds entré en 1998 – ce qui en fait l'un des premiers fonds du Pajep. Le récolement consiste en un fichier (papier ou informatique) qui recense les documents se trouvant dans chaque boîte d'archives, il est ainsi possible de retrouver les documents que l'on cherche à partir de ce même document. Le récolement du fonds de la FRMJC IDF était malheureusement erroné, il était alors difficile de consulter les archives et notamment les dossiers de suivi des MJC. Ce n'est que 16 ans plus tard, lors d'un second dépôt d'archives de la part de la FRMJC IDF, qu'il est décidé de reprendre ce fonds. Ce temps long n'est pas révélateur d'un manque d'intérêt de ce fonds ou bien d'un abandon de la part du Pajep face à l'ampleur de la tâche. En effet, le métier d'archiviste s'inscrit dans le temps long. La priorité est de se charger de la conservation préventive du fonds et de sa communicabilité. L'année 2015 fêtera les 60 ou les 50 ans de nombreuses MJC créées au lendemain de la seconde guerre mondiale, il semblait donc important de rendre les archives de la FRMJC IDF disponibles à la communication afin que ces MJC puissent valoriser leur histoire dans le cadre de ces anniversaires. Ainsi, au terme de ma mission, l'ensemble des dossiers de suivi de MJC sont inventoriés et seront, par conséquent, disponibles dès que le fonds sera définitivement classé.

Par ailleurs, les instances de la FRMJC IDF et ses documents statutaires sont classés. Il m'a été malheureusement impossible de terminer le travail sur ce fonds, par manque de temps. Cette mission m'a permis non seulement de continuer ma professionnalisation dans mon métier mais aussi de me rendre compte qu'en archives on ne peut lutter contre le temps.

Valère Milot

Le Pajep et l'Adajep dans La Gazette des archives

La Gazette des archives, revue de l'Association des archivistes français, consacre entièrement son numéro 235 à la jeunesse et à ses archives. Le Pajep et l'Adajep y sont mis à l'honneur.



Publié fin novembre, ce numéro intitulé « Archives des jeunes, jeunes des archives » pointe l'enjeu fort que représente la conservation des traces, non seulement des politiques publiques menées envers les jeunes, mais aussi, et surtout, des actions et projets menés par ces jeunes elles-mêmes ou par les mouvements dits de jeunes, de jeunesse et d'éducation populaire.

Dans ce numéro, figurent plusieurs articles écrits par des membres du Pajep :

- « Les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire : le PAJEP a déjà quinze ans ! », par Marie-Andrée Corcuff, directrice des Archives départementales du Val-de-Marne ;
- « Guide des sources : pour une étude comparative », par Gaëtan Sourice, archiviste Fonjep-Pajep et Jean-Philippe Legois, président de la Cité des Mémoires étudiantes ;
- « Histoire(s) en mouvement(s) », qui présente la démarche menée par le conseil général des Landes autour de l'éducation populaire et qui a conduit à une journée « Archives » initiée par l'Adajep. Article écrit par Philippe Courtesseyre, directeur-adjoint de l'éducation, de la jeunesse et sports au conseil général des Landes, Clarisse Hermont-Vénuat, responsable du secteur communication-valorisation des Archives départementales des Landes, et Alcine Salangros, administrateur de l'Adajep ;
- « La construction du concept de "jeunesse" par l'État, à travers ses archives », par Emmanuelle Giry, responsable de fonds, Archives nationales.

Gaëtan Sourice, Fonjep mission Pajep

Commandes :

www.archivistes.org

rubrique Publications / La Gazette des archives

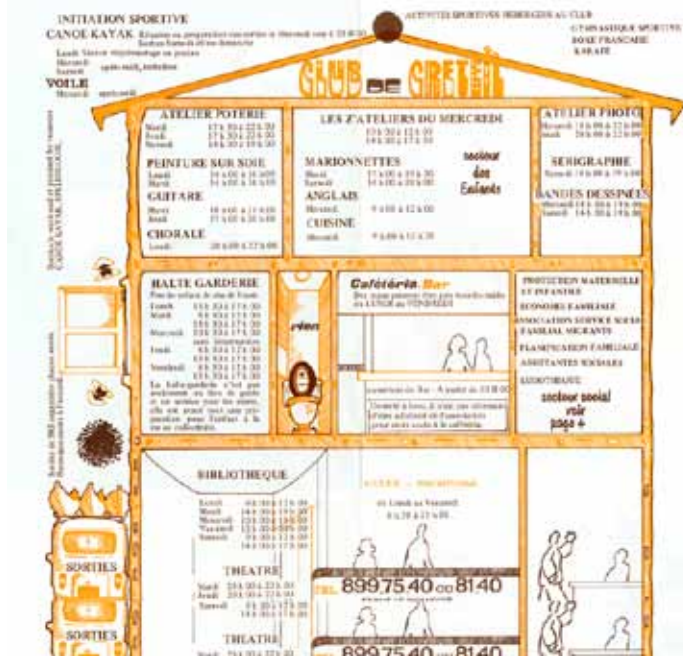
Tél. : 01 46 06 39 44

mél : secretariat@archivistes.org

¹ Le Pajep et l'Adajep remercient la FRMJC d'avoir participé financièrement à cette opération.

L'entrée des Archives

De nouveaux fonds d'archives viennent d'entrer aux Archives départementales du Val-de-Marne et aux Archives nationales, site de Pierrefitte.



Affiche programme du Club de Créteil parue en Septembre 1980. Le Club de Créteil a été planifié entre 1969 et 1972 et construit en 1975. C'est un équipement socioculturel original puisqu'il est membre à la fois de la Fédération des centres socioculturels de France (FCSF) et de la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF).

Outre le second dépôt de la Fédération régionale des Maisons de jeunes et de la culture d'Ile-de-France (voir p.5), parmi les fonds d'archives entrés, notons ceux-ci :

- Aux AD 94, le fonds Jean Filbet et les Ceméa en Algérie : ensemble de documents produits et collectés par ce militant des Ceméa. Ce petit fonds, environ 0,5 mètre linéaire, est d'un très grand intérêt, car les archives des Ceméa en Algérie n'ont pas été conservées.
- Aux Archives nationales, site de Pierrefitte, les archives de l'association des anciens élèves de l'École des Roches, haut lieu de l'éducation nouvelle depuis la fin du XIXe siècle.

Concernant les archives audiovisuelles, les AD 94 ont fait plusieurs acquisitions majeures, que vous pourrez voir bientôt sur leur site internet dans la rubrique « Les films du mois » :

- Les archives audiovisuelles des Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF) ont été numérisées grâce à un partenariat entre les EEUDF et les AD 94.
- L'Association des anciennes de la fédération française des éclaireuses (AAFFE) a remis au Pajep les originaux et les copies numériques de ses archives audiovisuelles et photographiques.
- Un film 16 mm donné et réalisé par Jean-Claude Palluau, au cours du premier stage de réalisation dans le domaine du cinéma d'animation à Vescq (Drôme) en 1965. Ce stage était organisé par des conseillers techniques et pédagogiques (aujourd'hui CEPJ) du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, afin d'initier aux techniques du cinéma d'animation les membres de l'Académie d'arts plastiques de la rue Tournefort, à Paris.

Gaëtan Source, Fonjep mission Pajep

VIE DE L'ADAJEP ET DE SES MEMBRES

Projet de journée « Archives » dans le Lot-et-Garonne

À l'automne 2015, une journée de sensibilisation des associations à la conservation de leurs archives devrait avoir lieu dans le Lot-et-Garonne. Présentation par Alcine Salangros, initiateur de cette manifestation et administrateur de l'Adajep.

Le but des journées « Archives » initiées par l'Adajep en régions est de permettre la rencontre entre les conseils généraux, les Archives départementales et les acteurs associatifs fédéraux et locaux, afin de sensibiliser ces derniers à la conservation des archives des associations et des militants. Nos partenaires, notamment les services de la DDCSPP¹, sont les soutiens indispensables au bon déroulement de ces journées. La mise en place d'un comité de pilotage permet une meilleure mobilisation des associations afin de leur faire prendre conscience que la conservation de la mémoire est un élément indispensable de notre histoire.

Actuellement, un premier contact est établi dans le Lot-et-Garonne et nous pouvons espérer la tenue de cette journée de sensibilisation. Les journées de ce type permettent de motiver les acteurs de la vie associative à conserver leurs documents. Nous en avons régulièrement la preuve par les contacts qui sont établis à la suite de ces journées. Pour certains déposants ce sont des archives individuelles, d'autres ont un caractère plus généraliste mais il n'en reste pas moins qu'elles présentent un intérêt essentiel pour la connaissance des actions menées sur notre territoire. Elles permettront de continuer le maillage que nous avons entrepris pour ne pas perdre notre mémoire.

L'éducation populaire est une conquête historique, elle fait partie de notre héritage et c'est aussi avec elle que nous construirons notre avenir. Nos anciens se sont battus pour le droit d'association, la laïcité, l'école pour tous... Outre le rôle social reconnu par tous de l'éducation populaire celle-ci a également un poids économique important. Ce secteur est aussi novateur par sa particularité : il permet de développer conjointement le bénévolat et le salariat. Cette synergie a favorisé l'extension de ce grand courant, élément indispensable et déterminant du vivre ensemble. Le mouvement de jeunesse et l'éducation populaire ne doit pas être considéré comme une marchandise, il reste l'un des modèles repères de notre société.

Malgré les difficultés rencontrées par la restriction de nos moyens, ne baissons pas les bras car valoriser la mémoire contribue, dans un monde financiarisé, à la pérennisation du modèle associatif.

Alcine Salangros

¹ Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Les archives des Francas à l'honneur de leur 70e anniversaire

À l'occasion de leur congrès à Amiens en octobre dernier, les Francas ont fêté leurs 70 ans. L'occasion de mettre à l'honneur leur histoire à partir des archives de leur fédération. Présentation par Francis Vernhes, vice-président de la fédération nationale des Francas, pilote de cette initiative.

La création des Francs et Franches Camarades, devenus les Francas en 1989, date de novembre 1944. À l'occasion de leur Congrès qui vient de se tenir à Amiens ils ont célébré leur 70e anniversaire.

Plusieurs initiatives ont été mises en place avec l'appui du Pajep et des Archives départementales du Val-de-Marne (AD 94) : expositions, montage audiovisuel et une soirée consacrée à cet événement.

Une exposition

La richesse des documents déposés aux AD 94 a d'abord permis de présenter une « histoire en images » pour mettre en évidence des événements, des propositions, des réalisations qui ont marqué l'évolution de notre mouvement et de la fédération.

Découpée en sept décades, qui souvent ont été ponctuées par l'organisation de nos différents congrès, cette première réalisation a permis de rappeler les différentes étapes qui ont conduit notre organisation à passer de la garderie au patronage éducatif puis au centre aéré, au centre de loisirs avant que nous participions à la généralisation des projets éducatifs locaux ou territoriaux.

Cette histoire illustrée a été complétée par la réédition de deux documents :

- une frise historique qui observe l'évolution de notre mouvement en regard des événements politiques, sociaux ou sociétaux et éducatifs de notre environnement,
- un tableau synoptique qui montre les avancées conjointes du mouvement d'éducateurs, de la fédération et des réalisations tournées vers l'enfance et l'adolescence (éditions, animations, diversification des structures d'accueil ...).

Un juke-box de 18 vidéos

Une deuxième production imaginée par les Francas a été réalisée par les AD 94 (montage et animation) en valorisant le fonds audiovisuel existant.

Quatre éclairages y sont mis en évidence :

- du mouvement d'enfants au mouvement d'éducation,
- quelques exemples des domaines d'activités des Francas (les évolutions de 1954 à aujourd'hui, les activités scientifiques, la relation internationale, les éditions, aménager et équiper des espaces, la formation),
- des « combats » permanents (les droits de l'enfant, la place de l'enfant dans la société, la co-éducation et la relation aux enseignants et aux parents ...),
- éduquer pour demain : quelles propositions au cours des quinze dernières années.

Au moment du congrès, les participants pouvaient, comme dans



un juke-box, choisir de visionner des séquences parmi les 18 qui étaient proposées. Au-delà de l'intérêt manifesté par les congressistes à la découverte ou à la redécouverte de ces documents, le partenariat qui s'est mis en place entre les Francas et les AD 94, avec l'accompagnement du Pajep, doit nous inciter à renouveler ce genre d'initiatives, enrichissant pour tous.

La soirée du 70e anniversaire

Là encore, en structurant cette soirée autour des différentes décades, il a été possible de mettre en exergue des moments forts de notre histoire.

Des témoins qui avaient 20 ou 30 ans au moment de chacune des périodes évoquées ont su, avec une

grande émotion et parfois avec beaucoup d'humour, faire revivre des événements, rappeler notre engagement permanent pour la globalité de l'éducation, la défense et la promotion des droits de l'enfant.

Il est difficile de mettre l'accent sur tel ou tel moment de cette soirée.

Le témoignage d'André Taxil, membre de la première équipe, enregistré quelques jours plus tôt, évoquant le premier stage Francas au CREPS de Montry, en octobre 1944 (André avait vingt-trois ans) ou les plus anciens -mais pas seulement- qui ont entonné l'Appel des Francs camarades (« Viens avec nous pour la grande balade, viens avec nous vivre librement ») ont été des séquences fortes de cette soirée.

Il nous semble important de redire à l'issue de cette initiative l'importance d'avoir le souci permanent de conserver les archives de l'association et celles de divers responsables et, en même temps, de pouvoir s'appuyer sur des militants qui accompagnent ce travail d'archivage et sachent lui donner vie. À cet égard les documents audiovisuels que nous avons mis en place au fil des ans, et ce dès 1954, et le travail permanent de Pierre de Rosa pour observer, analyser et décrire notre évolution constituent un apport irremplaçable.

Francis Vernhes

Découvrir des archives vidéos des Francas

Un montage sur quelques moments forts de l'histoire des Francas a été réalisé par un militant de ce mouvement, Francis Vernhes, et la régie audiovisuelle des Archives départementales du Val-de-Marne, avec le soutien du Pajep.

Il est disponible sur :

<http://archives.valdemarne.fr> rubrique Pajep/Evenements du mois/Pajep et Adajep.

L'ADAJEP INFOS

PAR MAIL

Pour recevoir l'Adajep infos en PDF par mail, et d'autres informations de l'Adajep et du Pajep, envoyez vos coordonnées (nom, prénom, structure, adresse postale, mail) à : contact@pajep.fr

L'ADAJEP

L'Adajep regroupe les associations, les militants et les personnes qui ont déposé ou fait déposer des archives au Pajep pour leur permettre de participer à leur gestion et leur exploitation. L'Adajep est membre du Pajep et participe à ses actions. Elle sensibilise aussi tous les acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire à la sauvegarde de leurs archives, du niveau local au niveau national.

L'Adajep compte 68 adhérents, dont 29 associations (24 d'envergure nationale) et 39 adhérents individuels.

Contact :

Evelyne Coggiola-Tamzali, présidente de l'Adajep

Adajep c/o La JPA - 21 rue d'Artois - 75008 Paris

Tél. : 01 44 95 81 29 - Mèl : e.coggiola@jpa.asso.fr

LE PAJEP

Le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) accompagne les associations nationales dans le dépôt de leurs fonds aux Archives départementales et aux Archives nationales, et incite celles qui ont un rayonnement local à s'adresser aux Archives départementales ou municipales. Le Pajep organise des expositions, des journées d'études, des colloques et publie des ouvrages. Il rassemble six partenaires : le ministère chargé de la Jeunesse et de l'éducation populaire avec le concours du Fonjep, le ministère chargé de la Culture, le conseil général du Val-de-Marne, les Archives nationales, les Archives du monde du travail et l'Adajep.

Pour confier des archives ou signaler l'existence de fonds, contacter Gaëtan Sourice :

Tél. : 01 43 13 10 30 ou 06 80 48 07 29

Mèl : contact@pajep.fr

AGENDA

23/03/2015 : Conseil d'administration de l'Adajep

14/04/2015 : Comité scientifique du Pajep

11/05/2015 : Assemblée générale de l'Adajep

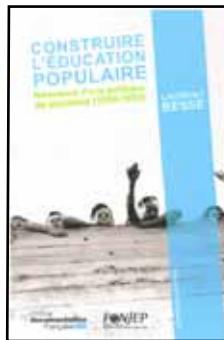
18 et 19/06/2015 : colloque sur l'Histoire de l'éducation populaire 1815-1945, Lille.

09/10/2015 : Journée d'étude sur Henri Théry, co-organisée par le Pajep, le Cnahes, Mémoires vives des centres sociaux et la Fors, aux Archives nationales, site de Pierrefitte (93).



Viennent de paraître

Construire l'éducation populaire – Naissance d'une politique de jeunesse (1958-1970) de Laurent Besse



Née dans les années 1960 pour répondre aux besoins de la jeunesse issue du baby-boom, la politique publique Jeunesse éducation populaire (JEP) offre un exemple de collaboration conflictuelle entre pouvoirs publics et associations, sous la forme d'une cogestion qui se veut démocratique. Cet ouvrage, écrit par l'historien Laurent Besse et publié par la Documentation française propose d'en retracer la genèse. Sa création en 1964 s'inscrivait dans le cadre de la politique de jeunesse telle qu'elle s'entendait alors c'est-à-dire centrée sur les besoins en matière de loisirs culturels. Cette action reposait sur trois piliers : la construction d'équipements, le recrutement et la formation d'animateurs destinés à les faire vivre et enfin la cogestion entre les adhérents des associations, l'Etat et les collectivités locales. Il a été publié dans le cadre du 50e anniversaire du Fonjep, organisme destiné à financer des postes d'animateurs professionnels. Sa création en 1964 s'inscrivait dans le cadre de la politique de jeunesse alors centrée sur les besoins en matière de loisirs culturels. Cette action reposait sur trois piliers : la construction d'équipements, le recrutement et la formation d'animateurs destinés à les faire vivre et enfin la cogestion entre les adhérents des associations, l'Etat et les collectivités locales.

WEB + www.ladocumentationfrancaise.fr

Les Colonies de vacances de Mathias Gardet



Cet ouvrage, publié par Mathias Gardet, historien, met en valeur, dans la collection Beaux livres aux éditions du Cherche Midi, les archives des colonies de vacances, en suivant l'emploi du temps d'un séjour type. Les documents présentés montrent la vie des colos de la fin du XIXe siècle aux années 1970 : travaux manuels, sieste, repas, promenade, courrier, petits et grands jeux, sport... On y trouve des archives issues des fonds des Francas, des Ceméa, des Pupilles de l'enseignement public, des Éclaireuses et éclaireurs de France, de la Jeunesse au plein air, de la CCAS...

A l'occasion de la sortie de cet ouvrage, Mathias Gardet a été invité sur RFI, en décembre dernier, dans l'émission La Marche du monde, consacrée aux colonies de vacances. Des archives audio ont été diffusées.

WEB+

Pour commander le livre www.cherche-midi.com
Rubrique Beaux Livres

Pour écouter l'émission www.rfi.fr

Rubrique Emissions / La Marche du monde